



FMES

Fondation pour la Maîtrise
des Enjeux Stratégiques

- ARTICLE -

Le sultanat d'Oman entre le marteau et l'enclume

AOÛT 2026

Pierre RAZOUX

Directeur académique de l'Institut FMES

Zone économique spéciale

Projet de hub et de stockage d'hydrocarbures (200 millions de barils).

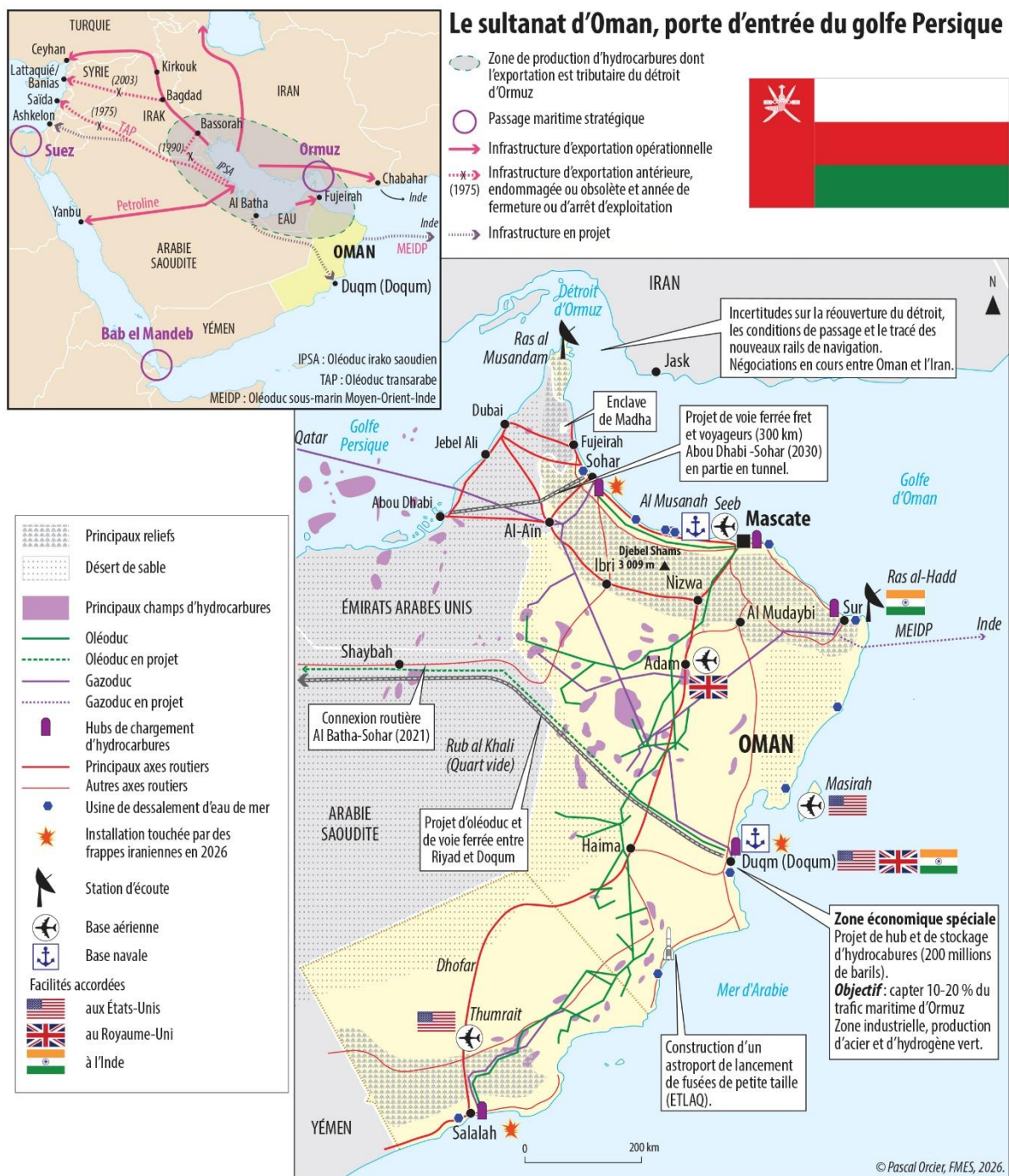
Objectif : capter 10-20 % du trafic maritime d'Ormuz

Zone industrielle, production d'hydrogène vert.

Construction d'un astroport de lancement de fusées de petite taille (ETLAQ).

Le sultanat d'Oman entre le marteau et l'enclume

Par Pierre Razoux, directeur académique de la FMES



Six ans après sa désignation, le sultan Haïtham ben Tariq a consolidé son pouvoir sur la scène intérieure omanaise. Le sultanat est en revanche fragilisé sur la scène extérieure par les conséquences de la guerre opposant les États-Unis à l'Iran. Alors qu'il reste gardien de la rive sud du détroit d'Ormuz, il est l'otage de l'Iran qui a fermé le détroit et n'envisage de le rouvrir qu'à ses conditions. En attendant, Washington et Téhéran font pression sur Mascate pour qu'Oman soutienne leurs injonctions contradictoires. Ce contexte belligère offre au sultanat des opportunités de

diversification économique dans les domaines de la connectivité et du maritime, tout particulièrement au niveau du hub de Doqum. Le pouvoir omanais fait toutefois très attention à ne pas créer d'irritants trop vifs avec l'Iran et les Emirats Arabes Unis qui sont ses deux voisins les plus complexes à gérer. Il reste ancré sur ses deux fondamentaux : d'une part, une diplomatie active et neutre visant à promouvoir la stabilité régionale en continuant de jouer le rôle d'intermédiaire fiable, même si l'hégémonie iranienne qui se met en place rend cette posture d'équilibre plus difficile à tenir ; d'autre part, un contrôle bienveillant mais strict de la population, pour acheter la paix sociale et promouvoir une image de tolérance vis-à-vis des minorités (y compris religieuses) qui sont autant de leviers actionnables par les adversaires potentiels de la monarchie omanaise.

Le sultanat d'Oman cultive de longue date la discrétion qui sied aux Etats qui jouent les bons offices sur la scène internationale. L'attention ne se reporte sur eux que lors de crises régionales¹ ou lors de rares périodes d'incertitude sur la scène intérieure. C'était le cas en janvier 2020 lors du décès du sultan Qabous mort sans héritier après un règne d'un demi-siècle². Son successeur et cousin, Haïtham ben Tariq, a depuis consolidé son pouvoir en renforçant l'approche inclusive. Après la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche, il s'est investi dans les négociations discrètes entre l'Iran et les Etats-Unis, comme son prédécesseur l'avait fait lors du premier mandat de Barack Obama, processus qui avait abouti à l'accord nucléaire du JCPOA (2015). En juin 2025, ces négociations médiatisées ont été interrompues par la Guerre des Douze jours déclenchée par Israël contre l'Iran. Elles ont été ravivées après le déclenchement de la guerre qui oppose les Etats-Unis à l'Iran depuis le 28 février 2026. Le sultan Haïtham conserve en effet la confiance de Téhéran et de Washington, même si le régime iranien n'a pas hésité à cibler la présence américaine sur son territoire³ de même que les intérêts économiques omanais, et si la Maison Blanche s'est verbalement emportée contre Oman, menaçant à plusieurs reprises de bombarder le sultanat s'il faisait le jeu de l'Iran⁴. Si la menace iranienne est implicitement acceptée, les déclarations agressives du président américain ont suscité un malaise profond à Mascate comme la FMES a pu s'en rendre compte lors d'une mission d'expertise conduite sur place du 5 au 10 juillet 2026. Depuis la signature d'un mémorandum

¹ Marion Sorant, « Oman toujours au cœur des recompositions régionales », FMES, décembre 2023 : <https://fmes-france.org/oman-toujours-au-coeur-des-recompositions-regionales/>

² Chloé Jamet, « Perspectives stratégiques du Sultanat d'Oman post-Qabous », FMES, novembre 2021 : <https://fmes-france.org/perspectives-strategiques-du-sultanat-doman-post-qabous/>

³ Les 1^{er} et 3 mars 2026, plusieurs drones iraniens ont frappé les intérêts américains dans le port de Doqum, au sud d'Oman. Les 11 et 28 mars, le port de Salalah, à l'extrême sud d'Oman, a lui aussi été ciblé par des drones iraniens. Le 13 mars, le port de Sohar, au nord du sultanat, a été visé à son tour. De même, plusieurs dizaines de pétroliers ont été attaqués alors qu'ils naviguaient dans le détroit d'Ormuz à l'intérieur des eaux omanaises. Toutes ces attaques se sont déroulées loin de la capitale, probablement pour ménager le sultan. Début juillet, plusieurs frappes de drones iraniens ont visé à nouveau des intérêts américains dans le port de Doqum en riposte aux nouvelles frappes américaines contre l'Iran.

⁴ Déclarations tonitruantes de Donald Trump les 27 mai et 17 août 2026 : <https://www.theguardian.com/us-news/2026/may/28/first-thing-trump-threatens-oman-strait-of-hormuz> ; <https://www.theguardian.com/world/2026/aug/17/donald-trump-threatens-bomb-oman>

d'entente entre Washington et Téhéran (17 juin 2026), Oman doit négocier sous la menace de l'Iran le futur statut du détroit d'Ormuz, tandis que la Maison Blanche multiplie les pressions pour convaincre le pouvoir omanais de se rallier à sa vision.

Le détroit d'Ormuz au cœur du bras de fer entre les Etats-Unis et l'Iran

Le sultanat d'Oman reste théoriquement le gardien de la rive sud du détroit d'Ormuz puisqu'il contrôle le cap du Ras al-Musandam (voir carte) et la quasi-intégralité du rail de navigation entrée et sortie du golfe Persique. Téhéran exerce de très fortes pressions sur Mascate pour mettre en place un condominium irano-omanais contrôlant le détroit, déniaient le principe de libre passage érigé par le droit international et imposant une redevance pour l'ensemble des navires qui l'emprunteraient. Ce condominium vise également à imposer une nouvelle route maritime à travers le détroit, proche de leur côte, qui permette aux Iraniens d'inspecter les navires qui leur sembleraient suspects et d'interdire, par la force si nécessaire, le passage de navires jugés hostiles, notamment ceux liés aux intérêts américains et israéliens. Les Etats-Unis, de leur côté, insistent pour conserver le principe du libre passage et de sa gratuité. Ils affirment se tenir prêts à continuer d'imposer le blocus maritime des ports iraniens aussi longtemps que cela sera nécessaire à leurs yeux.

Les Omanais sont donc pris entre deux feux. D'une part ils ressentent leur vulnérabilité à l'égard de Téhéran qui a montré qu'il n'hésitait pas à frapper ceux qui lui résistent. D'autre part, ils veulent apparaître respectueux du droit international et réfutent le principe de droits de passage. Ils savent que c'est leur image qui est en jeu, élément capital de leur soft-power. Les Omanais essaient de dégager des marges de manœuvre par rapport aux pressions américaines et iraniennes, et de trouver des idées originales pour se sortir de cette passe difficile. L'une d'entre elle consiste à mettre sur pied un « Davos maritime » à Oman comme lieu d'échange et de discussion impliquant l'Organisation maritime internationale (OMI), dont la première occurrence devrait se dérouler fin octobre 2026. En attendant, ils poursuivent les discussions techniques pour s'entendre avec l'Iran sur le trajet d'une nouvelle voie maritime qui passerait à l'intérieur des eaux territoriales iraniennes pour le rail d'entrée et omanaises pour le rail de sortie, pour justifier la souveraineté effective des deux pays sur le détroit d'Ormuz⁵.

Une situation intérieure apaisée

Après six ans au pouvoir, le sultan Haïtham (70 ans) a assumé l'héritage de son cousin et a consolidé son pouvoir. La règle successorale a été précisée et son fils aîné, le prince Theyazin (36 ans), a été nommé prince héritier. La situation est stable, la population, modeste et économe, se satisfait de l'Etat providence et le sultan fait très attention à maintenir un système inclusif dans lequel toutes les minorités et tribus sont

⁵ « L'Iran dit avoir trouvé un accord avec Oman sur un nouveau tracé dans le détroit d'Ormuz », *Le Monde* avec AFP, 5 août 2026.

bien représentées et bénéficient de suffisamment de retombées économiques et politiques pour acheter leur allégeance. Les Dhofaris et les chiites sont ainsi présents à de nombreux postes clés.

La situation sécuritaire est sous contrôle. La rébellion du Dhofar n'est plus qu'un lointain souvenir et les émeutes de 2011 ne se sont pas reproduites. A titre anecdotique, une loi prohibe l'énervement sur la voie publique, conçue pour interdire les manifestations violentes mais aussi pour lutter contre les incivilités⁶. Les Omanais sont très conscients de la menace terroriste islamiste en provenance d'Al-Qaïda au Yémen (dernier attentat en 2024) qu'ils scrutent de très près. Contrairement aux Emirats Arabes Unis (EAU), les Frères musulmans ne sont pas dans le pays perçus comme une menace, mais ils restent étroitement surveillés. La sécurité intérieure relève du général Saïd Ben Zahir Al-Hilali, chef des services de renseignement. Le ministre de l'Intérieur ne s'occupe pour sa part que de la « paix sociale » en gérant la redistribution financière et les relations avec les tribus. La presse est verrouillée et les réseaux sociaux sont étroitement contrôlés, mais l'accès aux sites Internet étrangers n'est pas censuré. Le palais, très attaché à la défense des traditions et de la culture omanaise⁷, cherche à promouvoir une image de tolérance vis-à-vis des minorités religieuses – la majorité de la population est musulmane de rite ibadite⁸ – qui sont autant de leviers actionnables par les acteurs extérieurs qui souhaiteraient affaiblir la monarchie omanaise. L'influence sunnite traditionnelle serait ainsi en hausse, encouragée par l'Arabie Saoudite et les EAU. L'influence chiite serait également en croissance, comme en témoigne le choix de nombreux chiites iraniens et pakistanais de s'installer à Oman, après avoir été expulsés des EAU à la suite des frappes iraniennes sur les Emirats. Des banques iraniennes ouvrent des succursales à Oman.

Sur le plan sécuritaire, les 12 usines de dessalement d'eau de mer demeurent des installations critiques très vulnérables, faciles à cibler comme a pu le constater l'équipe de la FMES. Elles produisent quotidiennement 1,5 million de mètres cubes d'eau douce, alimentant 90 % de la consommation du pays⁹. Leur nombre est toutefois garant d'une certaine redondance. Le même constat s'applique aux centrales thermiques qui fournissent l'électricité indispensable au fonctionnement du pays et qui alimentent les systèmes de climatisation sans lesquels celui-ci serait invivable une partie de l'année.

⁶ De l'avis des citoyens comme des expatriés, cette loi permet en effet de lutter efficacement contre les incivilités. Tout contrevenant, même dans son bon droit, risque une amende significative et un détour par le poste de police.

⁷ Une loi interdit ainsi les constructions de bâtiments de plus de 10 étages.

⁸ L'Ibadisme est considéré comme la cinquième école du sunnisme et se concentre traditionnellement sur le respect des principes musulmans, sur l'éducation, le travail et l'égalité des différentes écoles coraniques. Longtemps marginalisée, elle considère que le commandeur des croyants ne doit pas nécessairement être de la lignée de Mahomet ce qui la distingue du chiisme.

⁹ Veolia assure la direction des 3 plus grosses usines de dessalement d'eau de mer d'Oman, représentant 30 % de la production d'eau douce. Les autres usines de dessalement sont gérées par des sociétés espagnoles, allemandes, américaines, sud-coréennes et chinoises.

Une diversification économique qui s'appuie sur le hub de Doqum

La situation économique est bien meilleure qu'il y a six ans, lorsque l'ancien sultan Qaboos, âgé et usé, laissait filer le déficit. Aujourd'hui, le déficit public a été réduit à 35 % du PIB grâce à une politique budgétaire très orthodoxe et une ouverture économique dynamique. Bien que l'exploitation du pétrole et du gaz (1 million de barils/jour et 50 milliards de m³/an) représente toujours 30 % du PIB et 70 % des revenus budgétaires, les ressources en hydrocarbure diminuent. Oman s'est donc lancé dans une stratégie de diversification économique en misant sur le transbordement logistique pour contourner le blocage des détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb grâce à ses ports de Doqum (vers l'Arabie Saoudite et l'Afrique de l'Est) et de Sohar (vers les EAU et le golfe persique). Le sultanat mise aussi sur le tourisme avec la volonté affichée de récupérer une partie des touristes – russophones notamment – qui désertent les EAU et le Qatar, sur les services et l'immobilier, sur l'énergie verte (photovoltaïque et hydrogène vert), sur la production d'acier et sur certaines ressources minières (gypse, craie, silice).

Les autorités omanaises cherchent également à attirer des *data centers* et des sociétés High Tech, comme en témoigne l'essor de la startup omanaise ETLAQ qui s'est lancée dans la construction d'un « astroport » de lancement de fusées de petites tailles depuis un site idéalement placé au sud de Doqum, ouvert sur l'océan Indien, permettant des lancements vers l'Est (plus aisés compte tenu du sens de rotation de la Terre) et plus proche de l'Equateur que de nombreux sites concurrents. Compte tenu de la charge utile envisagée (400 kg) pour ces fusées, l'objectif consistera à mettre en orbite des constellations de petits satellites pour des sociétés privées.

Dans ce contexte économique plutôt favorable, la population¹⁰ n'a qu'une attente majeure : la création d'emplois bien rémunérés pour les jeunes Omanais compte tenu de leur taux de chômage supérieur à 35 %. Le principal défi du sultan consiste donc à mettre les Omanais au travail et à créer suffisamment d'emplois. C'est déjà le cas dans l'administration, la police et l'armée, mais le système semble avoir atteint ses limites. L'objectif consiste désormais à convaincre davantage de sociétés privées d'employer une proportion croissante de salariés omanais, dont l'adaptabilité au travail fait débat parmi les investisseurs étrangers. Le fond souverain d'investissement (OIA) cherche à améliorer les modes de gestion des entreprises publiques pour les attirer.

La fermeture du détroit d'Ormuz et les risques persistants sur le détroit de Bab el-Mandeb ont boosté la demande maritime¹¹ et logistique au profit du port de Doqum qui s'impose comme le pôle de développement économique majeur d'Oman. Celui-ci est

¹⁰ Les 5,3 millions d'habitants du sultanat d'Oman se répartissent en 53 % de nationaux et 47 % d'étrangers, proportion nettement plus équilibrée que dans les autres monarchies du Golfe.

¹¹ Le groupe maritime omanais ASYAD a vu son activité et ses revenus croître de 30 % depuis le début de la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran. Il cherche à s'imposer comme un acteur régional incontournable du commerce maritime, grâce notamment à des accords avec les grandes compagnies européennes (Maersk et CMA-CGM) et asiatiques, et ambitionne d'intégrer le Top 10 des compagnies maritimes mondiales.

idéalement placé en eau profonde et en accès direct sur l'océan Indien, loin des deux détroits, même s'il reste à portée des missiles et drones iraniens. La région de Doqum est au cœur de la diversification économique du sultanat, puisque les autorités omanaises ont l'ambition d'en faire :

- Un hub de connectivité de substitution capable de capter de 10 à 20 % du trafic maritime circulant dans le détroit d'Ormuz, notamment celui à destination des EAU (Djebel Ali et Fujairah). Les Omanais ne visent pas davantage afin que Doqum ne soit pas perçu comme une menace économique par Abou Dhabi, mais surtout par l'Iran qui cherche à imposer le passage par Ormuz aux opérateurs maritimes.
- Un centre de production énergétique (liquéfaction de gaz, raffinerie, exportation de pétrole) et industriel (production d'acier, mines).
- Un « coffre-fort » pour stocker sur place d'importantes quantités d'hydrocarbures (200 millions de barils) et d'acier, en cas de pénurie mondiale.
- Un centre de production d'énergie verte rentable visant 3,25 dollars le kilogramme d'hydrogène, alimenté par l'électricité produite sur place, notamment par de gigantesques fermes éoliennes et solaires.
- Un hub pour alimenter de manière sûre l'Arabie Saoudite, à la fois par voie routière (existante), par oléoduc (en construction) et par voie ferrée (à construire, mais les études de faisabilité ont déjà été réalisées).
- Des facilités militaires pour les pays amis, même si pendant la récente guerre, Oman a pris grand soin de ne pas apparaître comme une base américaine ou occidentale. La France gagnerait sans doute à renforcer ses escales navales et aériennes à Doqum, base idéalement placée entre Djibouti et Abou Dhabi.

Le pouvoir omanais cherche à la fois à attirer les investisseurs étrangers à Doqum qui conserve un statut de zone franche, mais aussi à s'assurer qu'aucun ne détienne la majorité ou ne domine ses concurrents. Pour l'instant, les principaux bailleurs, outre le sultanat lui-même, sont américains, européens (principalement le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas) et asiatiques (notamment l'Inde, la Corée du Sud et le Japon). La Chine tente de s'installer à Doqum, mais ses investissements sont soigneusement scrutés par les Etats-Unis qui leur font largement barrage. Les Omanais ont proposé au consortium émirien DP World d'investir 5 % dans Doqum, à condition d'utiliser ses infrastructures en permanence et non pas seulement en cas de crise comme aujourd'hui.

En termes de connectivité, seuls les gisements gaziers situés à l'extrême sud des EAU sont reliés au réseau omanais qui débouche au nord à Sohar, Mascate et Sûr, et au sud à Doqum et Salalah. Pour le transport terrestre des containers, Oman et Abou Dhabi se sont entendus pour construire une voie ferrée qui reliera Sohar au réseau émirien en passant sous les montagnes qui font office de frontière naturelle entre les deux Etats. Bien qu'il n'en fasse pas partie en raison de la participation d'Israël, Oman se montre très intéressé par l'initiative IMEC (India/Middle East/Europe corridor)



poussée par l'Inde, les EAU, la France et l'Italie, pour présenter un trajet alternatif à celui censé transiter par les Emirats.

Les projets les plus ambitieux tendent à connecter le hub de Doqum à l'est de l'Arabie Saoudite, à la fois via une route construite en plein désert de sable au nord de ce que les Saoudiens nomment le « Quart vide » de leur royaume, un oléoduc et une voie ferrée censée suivre à peu près le même trajet (voir carte). La route existe déjà mais doit être élargie et consolidée. L'oléoduc serait en construction. La voie ferrée n'est qu'à l'état de projet, mais les études de faisabilité ont été réalisées. Il est probable que la double crise d'Ormuz et de Bab el-Mandeb convaincront les autorités saoudiennes et omanaises d'accélérer les travaux.

Une politique étrangère toujours fondée sur l'équilibre et la neutralité

Le fondement de la politique étrangère omanaise demeure la conscience de sa vulnérabilité, et donc la promotion de la neutralité, du non-alignement et de la diplomatie comme principaux leviers d'influence. Oman reste membre du Conseil de Coopération du Golfe. Le ministre des Affaires étrangères Badr bin Ahmad Al-Busaidi reste l'un des hommes les plus influents du sultanat.

➤ **Avec l'Iran** : Les relations restent proches et de relative confiance, même si les Omanais sont conscients de la menace que représente pour eux un régime iranien très assertif et quelquefois brutal. Ils sont très largement convaincus du fait que les Iraniens sortiront vainqueurs de la séquence en cours, même si celle-ci n'est pas terminée. Ils intègrent le fait que l'Iran pourrait être le nouvel hégémon du Golfe, même s'ils réfutent ce terme en public. Ils savent surtout qu'ils doivent faire preuve de pragmatisme car les Iraniens resteront leurs voisins, n'hésiteront pas à les frapper, et demeureront en position de force sur la question d'Ormuz.

➤ **Avec les Etats-Unis** : Les Omanais montrent un fort ressentiment à l'égard de l'administration Trump qui les a directement menacés, une première dans l'histoire de leur relation bilatérale. Le MOU entre les Etats-Unis et l'Iran, très favorable aux intérêts iraniens, a été perçu comme marquant « le divorce entre les Etats-Unis et leurs alliés au Moyen-Orient »¹². L'idée qui prédomine est que les Etats-Unis ont perdu du crédit dans la région. Les Omanais sont déterminés à réévaluer le rôle et la fonction (mais pas la présence) des facilités militaires offertes aux Etats-Unis sur leur territoire pour s'assurer qu'elles ne soient pas perçues comme une menace directe par l'Iran. Ils sont cependant conscients d'avoir besoin des forces armées américaines pour se protéger et limiter les ambitions de l'Iran sur Ormuz. Ils ont compris que les Etats-Unis ont un intérêt stratégique à vouloir rester chez eux pour agir efficacement sur ce même détroit, alors que le Pentagone pourrait se retirer d'autres Etats de la région sans remettre en cause sa stratégie moyen-orientale. Oman reste en effet une formidable

¹² Comme l'a affirmé un expert omanais de renom à l'équipe de la FMES lors de son passage à Mascate.



tête de pont pour l'envoi de troupes américaines (et occidentales) dans la région depuis l'océan Indien, notamment grâce au hub de Doqum.

➤ **Avec le Royaume-Uni** : L'ancienne puissance tutélaire britannique reste très présente et influente au sultanat, dans tous les domaines¹³. Mais l'entrisme britannique agace le sultan comme en témoigne le renvoi d'un ambassadeur accusé d'interférer dans les affaires intérieures omanaises ; les lettres de créance de l'ambassadrice nommée à sa place n'ont été acceptées qu'au bout d'un an. Le Royaume-Uni est en outre perçu comme affaibli militairement, diplomatiquement et politiquement, ce qui semble réduire son intérêt aux yeux des Omanais.

➤ **Avec l'Inde** : L'Inde, économiquement et humainement très présente à Oman depuis des siècles, reste un partenaire de premier rang du sultanat. Les Indiens constituent la minorité étrangère la plus nombreuse et la mieux intégrée. L'Inde dispose de facilités navales à Doqum et d'une station d'écoute à Sûr. Les relations entre le sultan Haïtham et Narendra Modi sont très bonnes.

➤ **Avec le Pakistan** : Oman entretient aussi de bonnes relations avec le Pakistan, fondées sur une politique d'équilibre entre New Dehli et Islamabad. De nombreux Pakistanais chiites sont installés à Oman. Le rapprochement stratégique entre l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Pakistan renforce l'intérêt d'un dialogue suivi entre Mascate et Islamabad, tout comme le rôle de médiateur du régime pakistanais entre Washington et Téhéran.

➤ **Avec la Chine** : De l'aveu même de responsables omanais, c'est le « principe de méfiance stratégique mais de pragmatisme économique » qui prévaut. Les Omanais semblent convaincus du fait que la Chine ne remplacera pas les Etats-Unis comme pourvoyeur de sécurité dans la région. Les Chinois restent toutefois incontournables sur les plans économique et énergétique. C'est la raison pour laquelle ils tenteraient d'obtenir une base logistique sur la côte omanaise à mi-distance de leurs bases de Djibouti et de Gwadar (Pakistan).

➤ **Avec la Russie** : La présence d'investissements russes et biélorusses croissants dans l'immobilier omanais est avérée, suscitant de forts soupçons de blanchiment d'argent. Des navires de la flotte fantôme russe battent en outre pavillon omanais. Les Russes développent une coopération culturelle avec Oman et s'apprêtent à ouvrir une succursale du musée de l'Hermitage à Salalah. Oman est perçue comme une nouvelle destination touristique pour les Russes et les Biélorusses qui ne sont plus en odeur de sainteté aux EAU. Aucune coopération militaire n'est toutefois officiellement envisagée entre Oman et la Russie, même si le prince héritier a été reçu par Vladimir Poutine au Kremlin (7 décembre 2023) et si le sultan a effectué une visite d'Etat à Moscou (21-22 avril 2025), peut-être pour préparer l'avenir des relations russo-omanaises.

➤ **Avec l'Arabie Saoudite** : Les relations sont désormais apaisées et les prospects économiques importants, notamment en lien avec Doqum. De nombreux Omanais

¹³ 90 Britanniques sont insérés dans les armées omanaises.



sont convaincus de la nécessité de reforcer une architecture de sécurité régionale plus inclusive et davantage assumée par les acteurs proches du Moyen-Orient. Ils regardent avec intérêt les initiatives promues par l'Arabie Saoudite, le Pakistan et la Turquie, estimant dans leur volonté d'équilibre qu'elles pourraient être étendues à l'Egypte et à l'Iran. Les Omanais craignent toutefois que les Saoudiens ne cherchent à reprendre la main au Yémen face aux Houthis, relançant ainsi un conflit qui aurait pour conséquence de fragiliser la frontière entre le Yémen et Oman, zone grise tenue actuellement par la « Force tribale » omanaise. Les Omanais entretiennent en effet de bonnes relations avec les Houthis qui disposent d'une représentation à Mascate. Les négociations entre les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et les Houthis se déroulent très souvent à Oman. Ce devrait être de nouveau le cas cette fois-ci.

➤ **Avec les Emirats Arabes Unis** : C'est en fait avec le voisin émirien que les relations restent les plus complexes. Au sein du GCC, les Omanais reprochent à leurs voisins émiriens leur attitude au Yémen et au Soudan, leur posture provocatrice à l'égard de l'Iran et très favorable à Israël, ce dernier étant accusé de semer le chaos dans la région. Ils pointent également les tentatives d'ingérence émirienne dans les affaires intérieures omanaises (notamment en 2011 et 2020) et soulignent la double concurrence économique des terminaux maritimes de Djebel Ali vs Doqum et de Fujairah vs Sohar. Les deux Etats sont néanmoins condamnés à s'entendre compte tenu de leur histoire, de la géographie et de l'économie. Les EAU faisaient historiquement partie du sultanat d'Oman avant d'en être détachés en 1971. Oman dispose de deux enclaves aux EAU : Madha¹⁴ et le cap du Ras al-Musandam. Les EAU demeurent le premier partenaire commercial du sultanat, hors hydrocarbures.

Oman-France : un rapprochement prometteur suscitant de fortes attentes

Paris a déployé le tapis rouge devant le sultan Haïtham lors de sa première visite officielle en France les 29-30 juin 2026, au cours de laquelle d'importants accords économiques et industriels ont été signés, notamment avec Suez et CMA-CGM¹⁵. Cette visite peut être interprétée à la fois comme une main tendue à la France, un signal d'agacement en direction des Etats-Unis et du Royaume-Uni (les deux partenaires historiquement les plus influents au sultanat), et un moyen de réengager intelligemment les Européens, via Paris.

La France est perçue comme une voisine d'Oman par son implantation en Océan Indien. Les Omanais se réjouissent de la présence française à La Réunion et n'ont jamais mis en difficulté Paris sur la question délicate de Mayotte. Ils apprécient

¹⁴ L'enclave omanaise de Madha inclut elle-même un mini-enclave émirienne (village de Nahwa).

¹⁵ Suez a remporté un contrat de 2 milliards de dollars sur quinze ans pour l'acheminement de l'eau douce et le retraitement des eaux usées ; CMA-CGM a annoncé son intention d'investir 400 millions de dollars dans le port de Sohar, au nord du sultanat, pour y décharger des containers qui seront ensuite transportés par voies routière et ferroviaire aux EAU.



l'attitude à la fois amicale, franche et équilibrée de la France, tout comme sa non-implication dans le conflit en cours entre les Etats-Unis et l'Iran, de même que son attachement au droit international et à la liberté de circulation maritime.

Ceci étant, les Omanais restent très réticents à l'égard du projet de mission de sécurisation maritime du détroit d'Ormuz poussé par la France et le Royaume-Uni qui irrite Téhéran. Connaissant leur vulnérabilité face à un Iran désinhibé, ils ne veulent pas donner l'impression de cautionner une opération militaire occidentale perçue comme hostile à l'Iran. La meilleure option pour eux serait que cette mission soit enterrée.

Aujourd'hui, la coopération franco-omanaise est portée par deux piliers : tout d'abord, un volet économique et industriel prometteur¹⁶ soutenu par la présence de Veolia, Suez, Total, Air Liquide, Thales, Saint Gobain, Orange, Engie et plus récemment CMA-CGM. Ensuite, un volet militaire dynamique reposant sur des échanges et un dialogue de haut niveau (2 visites du CEMA français en moins d'une année), de la formation, des échanges d'officiers et d'une coopération avec l'Académie de défense et le Collège national de défense. Dans le domaine de l'armement, les dernières livraisons de matériels majeurs (NH-90, artillerie, blindés légers, radars) datent d'une dizaine d'année. Au regard de la confrontation en cours dans le détroit d'Ormuz, les Omanais ont besoin en priorité de moyens de lutte anti-drone et antimissiles. Ils ne souhaitent acquérir aucun système perçu comme trop « offensif ». Ils seraient d'ailleurs prêts à vendre à la Turquie leur flotte de chasseurs Typhoon, tout en conservant leur flotte de F-16 de dernière génération pour la défense aérienne de leur territoire. L'acquisition de Rafale ou de chasseur de 6^e génération n'est donc pas à l'ordre du jour. Du point de vue omanais, le seul point de friction dans la relation bilatérale concerne l'appui et l'assistance militaire très forts de la France au profit des EAU qui sont perçus comme des voisins difficiles.

Compte tenu de ce contexte prometteur, la France est très attendue pour concrétiser l'annonce du renforcement de cette relation bilatérale, à la fois sur le volet économique et sur le volet diplomatique. Les autorités omanaises espèrent ainsi la « visite retour » du président Emmanuel Macron à Mascate avant la fin de son mandat.

Les Forces armées omanaises alignent 57 000 hommes, 4 brigades et 4 régiments, 110 chars (Challenger 2 & M-60A/3), 47 avions de combat (Typhoon, F-16 Block-50 & Hawk Mk-203) et 3 frégates (Al-Shamikh)¹⁷. Elles sont motivées, bien entraînées et totalement dévouées au sultan. Elles servent de réservoir d'emploi pour réduire le chômage des jeunes. Tournées exclusivement vers la défense du territoire, elles ne disposent d'aucune capacité réellement offensive. La dimension du pays leur offre une profondeur stratégique qui leur permettrait d'échanger du territoire contre du temps en

¹⁶ La balance commerciale, de l'ordre de 410 millions d'euros (2025-26), est légèrement en faveur de la France.

¹⁷ Données réactualisées extraites de *L'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*, FMES, 2024.

cas d'agression étrangère. Leurs milices tribales assurent un contrôle territorial très efficace, notamment dans la province méridionale du Dhofar. Leur principale vulnérabilité réside dans le manque de capacités de déni d'accès : systèmes antiaériens très insuffisants, pas de systèmes anti-drones, pas de défense côtière, pas de capacité de lutte anti-sous-marine.

* * *

Pour conclure et compte tenu de sa position en accès direct sur l'océan Indien, Oman dispose d'une fenêtre d'opportunité historique pour jouer un rôle majeur dans le transbordement maritime et énergétique en direction et en provenance de la péninsule Arabique. Les Omanais en sont conscients mais la menace iranienne est telle qu'ils se refusent à exploiter trop visiblement ce filon. La France pourrait peut-être les y aider, intellectuellement en les aidant à identifier les opportunités, économiquement par des partenariats adaptés et diplomatiquement en facilitant l'acceptation internationale du rôle du sultanat. Oman reste en effet très attaché à une diplomatie active et neutre visant à promouvoir la stabilité régionale en continuant de jouer le rôle d'intermédiaire fiable. Il est très improbable que le sultanat change de cap à échéance visible, quelle que soit l'issue de la guerre en cours entre les Etats-Unis et l'Iran. Entretenant des relations étroites avec l'un et l'autre des deux belligérants, les autorités omanaises pourront toujours dialoguer avec celui qui apparaîtra vainqueur, sans rompre avec l'autre. Plus le blocus du détroit d'Ormuz perdurera, plus Oman apparaîtra comme une option de rechange intéressante pour un nombre croissant d'acteurs maritimes.

P.R. ■





www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



Institut FMES



Institut FMES



Boussole
stratégique